L’informatique dans l’actualité

Compilé par Ludwig-Emmanuel Dufour

Table des matières

[1 - L’informatique dans l’actualité 3](#_Toc88556372)

[1.1 - L'informatique vire au vert 2](#_Toc88556373)

[1.1.1. Les micros gaspillent l’énergie 3](#_Toc88556374)

[1.2 - Facebook cède aux pressions pour bloquer les publicités intrusives 4](#_Toc88556375)

[1.3 - P2P : la Sacem relèvera les adresses IP des pirates 6](#_Toc88556376)

[1.3.1. Bientôt un gendarme des réseaux 7](#_Toc88556377)

[2– Annexe 8](#_Toc88556378)

# L’informatique dans l’actualité

Dans ce document, vous trouverez une collection de trois articles récemment publiés sur Internet concernant l’actualité dans le monde de l’informatique et des communications par Internet.

## L'informatique vire au vert

Par Jean-Luc Goudet - Futura-Sciences

Les micros sont trop puissants ! Puisque vous n’utilisez que 5 % de leur puissance, remplacez-les par un terminal. Ce sera plus économique et meilleur pour la planète ! C’est en substance ce qu’explique le gouvernement britannique. Les constructeurs, eux, s’organisent pour rendre leurs machines plus économes.

Utiliser un ordinateur avec 1 Go de mémoire, un processeur double cœur à 4 GHz et une carte graphique 3D pour relever son courrier électronique est aussi peu écologique que grimper dans un 4x4 pour aller acheter une baguette à la boulangerie du coin de la rue.

L’argumentaire est écologique pour présenter ce projet du gouvernement britannique, promu par une organisation dénommée Green Shift Task Force. Selon elle, l’utilisateur moyen ne fait appel qu’à 5 % de la puissance d’un micro standard. L’informatique constituerait donc un gisement d’économie énorme si l’on ajustait la puissance du matériel aux besoins réels. La solution préconisée est radicale : remplacer les micros par des terminaux. Ces « clients légers », selon l’expression des informaticiens, s’opposeraient aux « clients gras » (fat clients) que sont devenus nos micros.

Ces clients légers ressemblent à des terminaux, tel l’antique Minitel, auxquels on aurait ajouté un peu de puissance informatique (processeur et mémoire). Ils iraient chercher sur le réseau Internet le complément qui leur manque quand ils en ont besoin. Courrier électronique, navigation sur le Web ou travail de bureautique seraient assurés par des serveurs accessibles à tous. On pourrait par exemple stocker ses images sur un serveur distant, comme on peut déjà le faire aujourd’hui sur un site comme Flickr. Le réseau Internet fournirait alors de la puissance informatique comme le réseau électrique distribue le courant. Atul Hatwal, membre de Green Shift Task Force, affirme que ce terminal ne consommerait que 2 % de la puissance d’un micro ordinaire et que sa fabrication réclamerait 75 % d’énergie en moins.

Mais le projet est pour l’instant dans les limbes. Personne ne sait à quoi pourrait ressembler ce client léger. Il pourrait par exemple prendre la forme d’une « box », tels les boîtiers assurant la connexion à Internet et recevant la télévision et le téléphone. Une expérience pilote est prévue à Manchester en 2008.

### Les micros gaspillent l’énergie

L’idée du terminal n’est pas nouvelle. Depuis une vingtaine d’années, elle revient périodiquement sur la sellette. Au Cern (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), là où on inventa le Web, un projet d’un tel client léger a vu le jour pour la bibliothèque. Au départ, il s’agissait de réduire le bruit des ventilateurs, la consommation d’énergie et les besoins de maintenance.

Cet argument écologique est sans doute une première pour soutenir l’idée du terminal mais il est aussi avancé par les constructeurs d’ordinateurs eux-mêmes qui sentent le vent tourner en leur défaveur. IBM, Intel, HP, Dell, AMD, Lenovo, Microsoft, Google et d’autres encore viennent de s’associer pour lancer la Climate Savers Computing Initiative. Selon eux, les ordinateurs ne sont pas optimisés pour économiser l’énergie, la moitié de la consommation électrique étant transformée en chaleur. Il serait facilement possible, expliquent-ils, de réduire de 30 % cette dissipation thermique.

Concrètement, les fabricants adhérant à ce projet s’engagent à ne plus commercialiser des appareils qui ne respecteraient pas les conditions du label Energy Star imaginé aux Etats-Unis par l’EPA (Environmental Protection Agency), une administration fédérale.

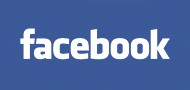
Pat Gelsinger, directeur général du Digital Enterprise Group d'Intel avance des chiffres impressionnants. Selon lui, en 2010, la Climate Savers Computing Initiative aura réduit l’émission de dioxyde de carbone « autant que le retrait de onze millions d’automobiles ou l’arrêt de vingt centrales au charbon de 500 mégawatts ».

## Facebook cède aux pressions pour bloquer les publicités intrusives

Par Numerama.com, licence CC

Quelques données sur [Facebook](https://facebook.com) (en date du 13 décembre 2012) :

* 1 milliard d’utilisateurs actifs en date d’octobre 2012
* 584 millions d’utilisateurs actifs quotidien, en moyenne, en date de septembre 2012
* 604 millions d’utilisateurs actifs ayant mensuellement utilisé les produits Facebook mobile en date de septembre 2012

Le réseau social Facebook annonçait il y a peu un nouveau programme publicitaire qui promettait sans aucun doute quelques controverses autour de la question du respect de la vie privée. Il permettait en effet aux annonceurs d'utiliser les données des profils afin de proposer des publicités collant au plus proche des utilisateurs. Mais Facebook a fini par céder…

Petit rappel : Facebook est un service en ligne de réseau social, qui à l’origine destiné aux étudiants, est ouvert à tous depuis mai 2007. Facebook serait le réseau social le plus populaire à ce jour. Face à cette potentielle évolution, les plaintes n'ont pas tardé à s'accumuler dans la boîte aux lettres du portail, arrivant parfois même sous la forme de pétitions comme celle initiée par MoveOn. Le groupe d'activistes dénonçait ainsi le fait que si les premières captures d'écran du service montraient la possibilité de bloquer complètement les publicités "Beacon", la fonction n'apparaissait pas dans la version finale.

"Facebook devrait expliquer pourquoi ils ont choisi à la dernière minute de céder aux désirs des annonceurs au détriment de la vie privée des utilisateurs." MoveOn ne remet pas en cause le service de Facebook, qui, après tout, est une avancée naturelle pour toute entreprise souhaitant évoluer, mais plutôt le fait qu'il profite de la confiance des utilisateurs en rendant difficile le blocage de Beacon. "L'ultime preuve de bonne foi serait de basculer sur une politique d'engagement."

Dans un communiqué, Facebook explique alors "qu'il est à l'écoute des retours de ses utilisateurs et s'engage à évoluer Beacon pour qu'ils aient un plus grand contrôle sur les soumissions des sites partenaires avec leurs amis sur Facebook." Le portail assure "qu'il avait déjà effectué des modifications afin d'assurer qu'aucune information ne soit partagée sans que l'utilisateur ait reçu un avertissement des sites participants."

Pourtant Facebook ne changea rien ; MoveOn persista, se vit rapidement rejoindre par d'autres mécontents ; et le portail céda finalement à la pression. "Nous apprécions les retours des utilisateurs de Facebook et avons fait des changements sur Beacon. Maintenant, les utilisateurs ont un plus grand contrôle sur ce qui est publié dans les mini-flux et potentiellement dans les nouveaux flux de leurs amis."

En fait, Facebook a simplement réintégré ce pop-up qu'il avait promis puis abandonné lors du lancement du service. "Si Facebook change sa politique pour que les achats privés faits sur d'autres portails ne soient pas affichés sur le site sans le consentement de l'utilisateur, c'est un pas de géant vers la bonne direction" se félicite MoveOn. Reste la question des données privées. Même si il est possible de bloquer les publicités, qu'en est-il des informations utilisées par Facebook afin de mieux cibler la publicité des annonceurs ? Cela peut vraisemblablement constituer une source d'informations juteuse dont profiterait le portail sans demander l'avis des utilisateurs. "Facebook ne partage pas les informations des utilisateurs avec les sites participant, il ne vend jamais ces informations" assure le portail. A défaut d'en avoir la certitude, on ne peut que mettre sa suspicion de côté et s'incliner devant cette affirmation.

## P2P : la Sacem relèvera les adresses IP des pirates

Par Jean-Luc Goudet - Futura-Sciences

Le Conseil d’État a tranché : finalement, la Cnil doit donner raison, mais pas totalement, à la Sacem, représentant les auteurs, pour surveiller les réseaux d’échanges de fichiers musicaux ou vidéo par peer-to-peer. Les adresses IP[[1]](#footnote-1) des internautes pourront être enregistrées et transmises à la justice.

La Cnil (Commission nationale de l’informatique et des libertés) vient de donner à moitié raison aux ayants droit des auteurs-compositeurs et les éditeurs, en l’occurrence la Sacem, suivie dans cette demande par la SCPP (Société civile des producteurs phonographiques), la SPPF (Société civile des producteurs de phonogrammes en France) et la SDRM (Société pour l'Administration du Droit de Reproduction Mécanique des Auteurs, Compositeurs et Editeurs).

La décision n’a cependant pas été évidente puisque la partie a duré deux ans. En 2005, la Cnil avait refusé une demande semblable formulée par la Sacem. Ces organismes entendaient traquer eux-mêmes les internautes mettant à disposition les musiques et les vidéos de leur disque dur. Mais la demande allait plus loin. Il s’agissait aussi de récupérer auprès des fournisseurs d’accès à Internet (FAI) le nom des internautes pratiquant les échanges par de fichiers par peer-to-peer (P2P) et dont les adresses IP (numéro attribué lors de la connexion à Internet) étaient repérées. La Sacem souhaitait également pouvoir envoyer des messages aux internautes fraudeurs pour les prévenir et les dissuader de continuer.

La Cnil avait estimé que ces actions n’étaient pas du ressort des sociétés de gestion de droits d’auteurs et qu’elles impliquaient une collecte de données sur les individus. Elle jugeait également que les moyens demandés était « disproportionnés par rapport à la finalité poursuivie ».

### Bientôt un gendarme des réseaux

Après le refus de la Cnil, la Sacem, la SCPP et la SPPF s’étaient tournées vers le Conseil d’Etat. Celui-ci vient de rendre son verdict. Il a donné raison à la Cnil sur un point : les sociétés de gestion des droits d’auteurs ne peuvent pas intenter elles-mêmes d’actions envers les internautes. Mais, sous réserve d’éliminer cette possibilité, le Conseil d’Etat a estimé que la demande était valide et, en particulier, que la possibilité de relever les infractions était bien « proportionnée » au préjudice causé. La Sacem a donc fait une nouvelle demande qui ne réclame plus le droit d’envoyer des messages avertissements aux internautes et la Cnil n’a pu qu’accepter.

Société privée, la Sacem aura donc le droit de surveiller les réseaux P2P, de relever les infractions, de noter les adresses IP, de comptabiliser les fichiers échangés, de noter les adresses IP et monter des dossiers qui seront transmis à un juge.

Dans le même temps, la commission Olivennes, réunissant pouvoirs publics, FAI et ayants droit, a planché sur le piratage et sur les moyens de le réprimer. Il a abouti à un accord qui prévoit la création d’une autorité indépendante et publique. Celle-ci aura, elle, le droit de remonter aux noms des internautes et devrait leur envoyer les messages d’avertissement dont la Sacem voulait s’occuper elle-même.

L’accord, qui n’a pas encore été traduit en une loi, prévoit une riposte graduée, avec, en cas de récidive, la résiliation de la ligne (une demande déjà formulée en 2004 par l’industrie du disque) et l’enregistrement sur une liste noire nationale. Cet accord prévoit aussi des obligations pour les FAI, qui seront tenus de collaborer, sous peine de sanctions. Ils devront aussi expérimenter le filtrage des connexions Internet de leurs abonnés.

La mise en pratique est encore loin mais la piste est tracée…

# Annexe

PRENEZ AVIS que les pièces au soutien de la présente requête pour autorisation d’appeler sont constituées des documents suivants et elles vous sont dénoncées :

|  |  |
| --- | --- |
| ANNEXE 1re | Copie de la transcription d’un jugement de l’honorable Chantal Corriveau, J.C.S., rendu oralement le 1er septembre 2016 sur la requête de l’appelante pour autorisation d’intervenir à titre amical lors de l’instruction, dans le dossier No : 500-05-065031-13 ; |
| ANNEXE 2e | Copie de la Requête de l’appelante pour autorisation d’intervenir à titre amical lors de l’instruction ; |
| ANNEXE 3e | Note du greffier quant à la durée de l’audience et la répartition des temps de lecture et de parole en vue de l’audience du 1er septembre 2016 ; |
| ANNEXE 4e | Procès-verbal de l’audience du 1er septembre 2016 devant l’honorable juge Chantal Corriveau ; |
| ANNEXE 5e | Transcription partielle de l’audience du 1er septembre 2016 devant l’honorable juge Chantal Corriveau ; |
| ANNEXE 6e | Procès-verbal d’une conférence téléphonique convoquée par le juge en chef de la Cour supérieure, tenue le 12 septembre 2016 ; |
| ANNEXE 7e | Convention pour le report du procès au 20 mars 2017. |

1. Numéro constitué de quatre nombres entiers séparés par des points, qui identifie de façon unique un ordinateur connecté au réseau Internet et en permet la localisation. (Office québécois de la langue française, 2010) [↑](#footnote-ref-1)